

N° DP 22/1095

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX DU PALAIS DES SPORTS DE TOULON A L'ASSOCIATION INDIVIDUALL

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/10/294 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif « Palais des Sports »,

VU la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuelle en tant que filière stratégique de son territoire,

CONSIDERANT que le Bureau des Tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif notamment de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

CONSIDERANT la demande de l'association INDIVIDUALL de disposer du gymnase du Palais des Sports de Toulon pour les besoins du clip vidéo U go Up samedi 3 et dimanche 4 décembre 2022,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition conventionnellement et de les approuver,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE METTRE à disposition de l'association INDIVIDUALL les lieux définis dans la convention, ci-annexée.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention, ci-annexée, définissant les conditions de la mise à disposition.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **1 2 DEC. 2022**

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



1

1000 1000 1000



1000 1000 1000



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX
DU PALAIS DES SPORTS DE TOULON
AVEC L'ASSOCIATION INDIVIDUALL**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO, autorisé en application de la Décision n° DP

Ci-après dénommée « la Métropole »

D'une part,

Et

L'association INDIVIDUALL, ayant son siège social à 2 rue Albert Selonier 83820 Rayol Canadel sur Mer, représentée par Yoan Schumacher, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de la réalisation du clip vidéo U Go Up et en dehors de la destination initiale de l'équipement, la Métropole met à disposition de l'association INDIVIDUALL le gymnase du Palais des Sports de Toulon, sis 420 Amiral Aube 83000 Toulon, ci-après désignés sous le terme « les lieux », dont elle déclare être le propriétaire, pouvoir en disposer librement dans le cadre des conditions fixées par la présente convention.

La Métropole autorise l'association à procéder à des prises de vues et enregistrements, ainsi qu'à des éventuels aménagements provisoires de décors pour les besoins du tournage de l'œuvre dans les lieux.

La Métropole autorise l'association à reproduire et représenter l'image des lieux objets de la présente convention afin de permettre l'exploitation de l'œuvre. L'association atteste que l'œuvre n'a pas de caractère pornographique.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA REDEVANCE

La mise à disposition des lieux est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

Les lieux définis à l'article 1 sont mis à disposition de l'association pour les besoins du tournage samedi 3 décembre et dimanche 4 décembre de 19h00 à minuit.

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

ARTICLE 4 – INCESSIBILITÉ DES DROITS

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'OCCUPATION

L'équipe de tournage de l'œuvre utilisant les lieux mis à disposition se compose d'environ 4 personnes.

L'association n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation défini à l'article 3.

L'association sera responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

La Métropole pourra visiter les lieux mis à disposition ou les faire visiter par toute personne mandatée par elle, pour la surveillance et l'entretien des lieux et des installations communes ou privées toutes les fois que cela sera nécessaire sous réserve d'en prévenir l'association.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DES PARTIES

6.1. Engagements de la Métropole

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre afin de faciliter la réalisation du tournage dans les lieux, sous réserve des conditions impératives de conservation des lieux. La Métropole donnera notamment les accès nécessaires aux lieux pour les membres de l'équipe de tournage pour l'installation et l'exécution des opérations telles que prévues à l'article 1.

La Métropole s'engage à ne pas tirer parti, ou laisser tirer parti à des fins de publicité commerciale ou de relations publiques, sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, des opérations réalisées en application du présent contrat ainsi que de l'utilisation ultérieure par l'association des prises de vues et enregistrements.

La Métropole s'engage à garder confidentielles les informations relatives à l'œuvre et au tournage et à ne divulguer aucune information ou image sans accord préalable de l'association.

6.2. Engagements de l'association

L'association s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties de l'équipe de tournage,
- Respecter et faire respecter les règles de sécurité et le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 16),
- Remettre à titre gratuit à la Métropole des photographies du tournage, après la date de sortie de l'œuvre en France,
- Remettre à l'issue du tournage une évaluation des dépenses et des emplois sur le territoire métropolitain dans le document intitulé « fiche retombées économique d'un tournage »,
- Ne pas dégrader l'image de la Métropole que ce soit à l'occasion du tournage, lors de la promotion de l'œuvre, ou toute autre circonstance.

ARTICLE 7 – ETAT DES LIEUX

Les lieux sont pris en l'état et rendus en l'état à l'issue du tournage. Un état des lieux sera effectué conjointement par un représentant de la Métropole et de l'association à l'entrée dans les lieux, ainsi qu'à l'issue de la remise en état.

L'association déclare en outre bien connaître les lieux pour les avoir visités préalablement à la signature de la présente convention.

Les lieux objet de la présente mise à disposition répondent aux normes en vigueur.

Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de l'association et de ses équipes devra être constaté lors de l'état des lieux de sortie, aucune réclamation ne pouvant plus être prise en compte par l'association au-delà. Toute dégradation des lieux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

L'association s'engage lors de la sortie des lieux à effectuer un nettoyage général des lieux.

ARTICLE 8 – AMÉNAGEMENT

De manière générale, tout aménagement modifiant l'état des lieux actuel devra être soumis à l'approbation de la Métropole. L'ensemble de ces aménagements devra répondre aux normes de sécurité incendie et d'hygiène et toute préconisation émise par la Métropole.

La Métropole se réserve le droit de retirer tout objet mobilier qu'elle ne désire pas mettre à la disposition du tournage.

Le cas échéant, le prêt de matériel spécifique peut être envisagé. Tous les matériels prêtés sur site pour l'aménagement ou le décor du lieu de tournage, en fonction du scénario et sous réserve de l'accord de la Métropole, seront restitués en parfait état de marche et remis à leur emplacement d'origine.

ARTICLE 9 – SÉCURITÉ

Préalablement à l'utilisation des lieux, l'association reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux lieux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par la Métropole en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée,
- Avoir procédé avec le représentant de la Métropole à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées,
- Avoir constaté avec le représentant de la Métropole l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés),
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 10 – ANNULATION – REPORT TOURNAGE

Si, pour quelques raisons que ce soit, le tournage ne pouvait être, en tout ou partie, effectué aux dates prévues à l'article 3, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant sous réserve de la disponibilité des lieux.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES

Article 11.1 Responsabilités

L'association demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels. Le seul cas d'exonération de l'association est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

L'association est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

L'association devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la

Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

L'association s'engage à entretenir et à conserver raisonnablement les emplacements et les lieux mis à disposition.

Article 11.2 Assurances

L'association devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les lieux ou sur le site ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, l'association devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les lieux mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à l'équipe de tournage dans les lieux mis à disposition, l'association s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

L'association ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de l'association, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de l'association.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION – RETRAIT DE L'AUTORISATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 13 – DROITS CÉDÉS

La Métropole accorde l'autorisation à l'association, dans le cadre de l'œuvre et sa promotion, de représenter et de reproduire sur tout support connu ou inconnu à ce jour pour le monde entier et sans limitation de durée et sans qu'aucune rémunération ne soit due à la Métropole, qu'il s'agisse d'utilisations commerciales ou non commerciales, les séquences filmées dans

les lieux mis à disposition.

L'association pourra effectuer toutes coupures de montage nécessaires à partir des enregistrements et des prises de vues cinématographiques.

Tout ameublement et tout objet appartenant aux lieux et mis à la disposition de l'association sont libres de tout droit de reproduction et de représentation pour l'exploitation de l'œuvre et sa promotion. La Métropole garantit l'association contre toute action en contrefaçon qui pourrait lui être intentée du fait de son utilisation.

Dans le cas où se trouveraient des œuvres protégées dans les lieux faisant l'objet du présent contrat, la Métropole devra les signaler par écrit à l'association afin qu'elle puisse les retirer si elle ne désire pas qu'elles soient reproduites à l'occasion des prises de vues. En cas de signalement par écrit par la Métropole et d'utilisation des œuvres protégées dans le cadre de l'œuvre par l'association, celle-ci s'engage à obtenir les autorisations nécessaires relatives à ces œuvres protégées et garantit la Métropole contre tous recours qui pourraient être exercés à son égard à ce sujet.

ARTICLE 14 – DROITS À L'IMAGE

L'association s'engage à ne pas utiliser des prises de vues, de visiteurs ou de membres du personnel, sans leur autorisation écrite. Il appartient à l'association de préciser, dans le document qu'elle soumettra à la signature des intéressés, la nature et les conditions d'exploitation de leur image. Les photographies sont prises sous l'entière responsabilité de l'association et elle ne saurait en aucune manière appeler la Métropole en garantie en cas de litige consécutif à une utilisation répréhensible de l'image des personnes photographiées.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. Litiges

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

15.2. Réglementation applicable

L'association est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

ARTICLE 16 – ANNEXE

La présente convention comporte une annexe :

- Annexe 1 : Règlement intérieur du Palais des Sports de Toulon

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à l'association.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

**Pour l'Association
Individuall**

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Hubert FALCO
Le Président**



**REGLEMENT INTERIEUR
DU PALAIS DES SPORTS
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du Palais des Sports, 420 Avenue Amiral Aube, 83000 Toulon. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le Palais des sports et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Le Palais des Sports est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 1.

Description de l'équipement :

- 1 salle omnisports de 1 800 m² et ses tribunes d'une capacité totale de 4356 places comprenant 4 tribunes télescopique ainsi que 2 couronnes en 1^{er} et 2^{ème} étage.
- 1 gymnase de 1 238 m² et sa tribune de 246 places
- 1 salle de pan de 100 m²
- 1 mur d'escalade de 11 m de haut
- 1 salle de gymnastique de 462 m²
- 1 salle de danse de 196 m²
- 1 salle de musculation de 250 m²
- 1 salle d'arts martiaux de 234 m²
- 1 salle de réception de 400 m². Effectif maximum 400 personnes
- 8 vestiaires scolaires
- 4 vestiaires professionnels avec 2 salles de massage
- 2 infirmeries
- 1 salle de contrôle anti-dopage
- 1 salle de presse
- Espaces de bureaux et 1 salle de réunion
- Espaces de stockages
- 1 billetterie
- 1 boutique
- 1 hall d'accueil évènements, 1 hall d'accueil public scolaire
- 2 buvettes et 1 cuisine

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les installations sportives sont ouvertes :

- du lundi au vendredi : de 8h à 22h,
- le samedi : de 8h à 18h
- le dimanche en fonction du calendrier sportif.

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou le l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du Palais des sports devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le Palais des sports, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagés ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le Palais des sports le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le Palais des sports ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le Palais des sports afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.
La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...
- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.

- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du Palais des sports.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Palais des sports pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du Palais des sports et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du Palais des sports aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du Palais des sports ;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès Palais des sports est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,
- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du Palais des sports sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,

- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette et cuisine,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du Palais des sports.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du Palais des sports et de respecter l'ensemble des textes règlementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du Palais des sports.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du Palais des sports.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité

- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du Palais des sports est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du Palais des sports, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1: EFFECTIF MAXIMUM

Le nombre de pratiquants pouvant être accueilli dans chaque salle a été déterminé par les Commissions de Sécurité et d'Homologation.

Il devra être scrupuleusement respecté :

- | | |
|-------------------------|---|
| - Gymnase | 270 personnes |
| - Salle d'Arts Martiaux | 30 personnes |
| - Salle Gymnastique | 58 personnes |
| - Salle de Pan | 12 personnes |
| - Salle Danse | 22 personnes |
| - Salle Musculation | 31 personnes |
| - Mur d'escalade | 30 personnes |
| - Salon VIP | 380 personnes debout, 240 personnes assises |

ARTICLE 2 : ACCES AUX SALLES

L'accès est autorisé exclusivement aux personnes équipées de chaussures spéciales pour gymnases (basket, tennis, chausson de gymnastique).

Les personnes munies de chaussures de sports comme chaussures de ville ou de chaussures utilisées pour un entraînement extérieur devront changer celles-ci pour l'utilisation des aires de jeux du Palais des Sports.

Les professeurs ou entraîneurs devront s'assurer du respect de cette consigne afin d'éviter la détérioration du revêtement de sol.

L'accès simultané dans une même salle par des adultes non autorisés par l'institution scolaire, et par des élèves est interdit.

ARTICLE 3 : MATERIEL

Seul l'usage d'un matériel strictement réservé à la salle est autorisé. Au cas où les utilisateurs amèneraient avec eux un matériel particulier (ballons, balles), dans une salle non dédiée, ils devraient au préalable obtenir l'autorisation du Palais des Sports.

ARTICLE 15 : PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION

Un dispositif spécifique a été mis en place, en collaboration avec les services de la préfecture, concernant le plan particulier d'intervention lié à la proximité des

installations de la base militaire du Port de Toulon (voir document sécurité joint en annexe).

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie du ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le Palais des sports décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du Palais des sports impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

